

informations



Comité Régional CGT Midi-Pyrénées & Languedoc-Roussillon



N° 249 Juin 2020

numéro spécial covid-19

La crise sanitaire en Occitanie

Editorial 2

**Covid-19 :
la crise sanitaire
en Occitanie** 3

- dans l'Ariège
- dans l'Aude
- dans le Gard
- dans la Haute-Garonne
- dans le Gers
- dans l'Hérault
- dans le Lot
- dans la Lozère
- dans les Hautes-Pyrénées
- dans les Pyrénées-Orientales
- dans le Tarn

Hommage 13

- Gisèle BERGES vient de nous quitter !

« Rien ne sera plus jamais comme avant ! »...

Cette phrase, x fois entendue dans les médias ces derniers temps, est une incantation bien douce et agréable aux oreilles des Français. Ça y est, c'est sûr, les politiques ont compris, ont appris et ne feront plus les mêmes erreurs... !

Tout cela contribue à l'enrobage, à l'enfumage, fait autour de la date du 11 mai et de la fameuse 1^{re} phase du déconfinement, suivie, le 2 juin, par la 2^e phase de celui-ci. Car l'économie a vite repris ses droits !

Mais c'est un peu vite oublier tous les mensonges d'Etat qui se sont accumulés bien avant le démarrage de cette crise sanitaire sans précédent, crise mondialisée, faisant près de 30 000 décès en France... Le fiasco de la gestion de cette période par le gouvernement, les annonces, contre-annonces, avec leur flot d'experts, véhiculant tout et n'importe quoi à longueur de médias, jusqu'à nous expliquer, à un moment, en pleine pénurie de masques que ceux-ci ne servaient à rien, voire pire, qu'ils seraient vecteurs de la contamination !

Ne parlons même pas du mépris affiché, au fil des jours, envers les salariés de « 1^{re} ligne », personnels soignants, bien entendu, mais aussi tous ceux qui ont pris leur part pour faire que le Pays puisse continuer à fonctionner à minima, avec deux objectifs : faire barrage à la pandémie et répondre aux besoins vitaux pour les Français. Et, au bout du bout, sans que l'on sache réellement combien de ces combattants de 1^{re} ligne ont perdu la vie, le gouvernement annonce des primes, des médailles... pour certains ! Ils ont même été qualifiés de héros !

La pression a fait qu'ils ont été obligés d'ouvrir des négociations, le fameux « Ségur », pour améliorer la situation des personnels soignants, mais quid des autres ?

Les Français les ont applaudis, à 20 heures, mais ces héros ne demandaient pas ça ! Ils ont fait leur travail, avec tout le professionnalisme qui les caractérise depuis toujours, dans des conditions plus que précaires ! Ils souhaitent juste une reconnaissance de leur travail ! Alors pas de médailles ! Pas de primes ! Tout ces applaudissements doivent se transformer et s'exprimer dans la rue lors des manifestations pour défendre tous ces salariés !

Les Français se sont rendu compte de l'importance d'un hôpital de proximité, d'un bureau de poste, d'avoir des professeurs pour faire cours à leurs enfants, d'éboueurs, de commerces de proximité, d'ouvriers qui ont travaillé pour produire tout ce qui était vital et de 1^{re} nécessité dans la période.

L'avenir est incertain pour de nombreux salariés, pour de nombreuses entreprises : du secteur aéronautique en passant par le secteur du tourisme, des TPE, PME ou plus grandes, des impacts désastreux risquent d'avoir lieu.

Nous devons empêcher cela. Il nous faut regagner la réindustrialisation de nos territoires et des services publics de qualité et de proximité ! **« Vivre et Travailler dignement partout en Occitanie »** n'a jamais été autant d'actualité !

Alors, pour que le jour d'après ne soit pas pire que le jour d'avant, il est temps de prendre les choses en main !

Soyons unis ! Soyons mobilisés ! Gagnons le rapport de force !

Proposons la syndicalisation partout !

Et alors, oui, nous serons en capacité de proposer, d'imposer, une autre société et de nouveaux jours heureux !



Photo : CR CGT Occitanie



Comité Régional CGT Occitanie
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€
N° 249 • Juin 2020

Comité Régional Occitanie N° d'inscription à la CP
0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Tél. 05 61 23 35 52

e-mail : cgt.crpm@orange.fr
site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :
Comité Régional CGT Occitanie

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE



La crise sanitaire en Occitanie



Photo : CR CGT Occitanie

Dans l'Ariège

Crise sanitaire et crise sociale, les salarié(e)s Ariègeois doivent

se faire entendre avec la CGT.

En Ariège, cette période pandémique (avec son confinement à géométrie variable) aura généré beaucoup de disparité entre les salariés. Des désaccords auront parfois entachés nos échanges syndicaux sur la désignation des activités essentielles. Le fonctionnement de nos syndicats par effet domino aura été profondément bouleversé. Il y aura eu celles et ceux qui auront été en télétravail ou confrontés à un quotidien professionnel stressant sur leur lieu de travail, (parfois sans respect de geste barrière, sans protection adaptées). Des menaces de licenciement auront été trop souvent le quotidien de certains d'entre nous. D'autres salariés en garde d'enfant, en restriction médicale ou exerçant dans le secteur privé (ou nationalisé) auront pu négocier (par l'intermédiaire de leur élu CGT) des protocoles sanitaires ou des accords locaux Plus ou moins satisfaisant.

Du 17 mars au 4 mai les locaux syndicaux de notre Union départementale, ceux de nos 5 Unions locales, nos syndicats d'entreprises sont restés fermés... certains le sont encore aujourd'hui. Nos deux salariés ont été mis en chômage partiel jusqu'au 11 mai dernier. Pendant cette période, l'activité syndicale de l'UD a basculé en télétravail avec les membres du bureau. Des réunions téléphonées avec les UL, le bureau UD, la CEUD, la confédération, la région, les services de l'état etc, se sont enchaînés et se substituant à un travail de terrain devenu souvent impossible.

Heureusement, un suivi hebdomadaire par téléphone avec nos syndicats nous aura permis de conserver le contact avec la majorité de nos syndicats. Sans surprise, les syndicats avec lesquels les contacts étaient rares depuis longtemps se sont dégradés un peu plus. Nous allons en tenir compte avec un plan de travail adapté sur la VS.

Les salariés, les syndiqués ne sont responsable ni de cette crise sanitaire ni de la crise sociale engagé avec plus de 800 000 CHOMEURS EN 1 MOIS; ils n'ont pas à subir.

Le chantage à l'emploi (déjà engagé) pour toujours plus de flexibilité doit cesser immédiatement!

Aujourd'hui parce que nous sommes dans les jours d'après en Ariège nous avons décidé de nous concentrer sur notre capacité syndicale, à nous réapproprier notre savoir-faire en revendiquant à nouveau.

Militons au plus près des salariés en imposant qu'ils ne soient pas les victimes des jours d'après confinement. L'urgence n'est pas d'occuper la rue mais de nous réapproprier la vie syndicale par le débat dans nos syndicats d'entreprise, nos sections syndicales.

Un 4 pages UD Ariège construit avec des témoignages de syndicats et de revendications sera disponible pour la mi-juin

Si certains s'interrogent sur l'état dans laquelle nous pourrions retrouver notre CGT, nous avons fait le choix dans notre département de renforcer les liens avec les salariés qui sont à nouveau nombreux à nous solliciter. La crise sociale est bien là et elle pourrait faire également beaucoup de victime sans une CGT omniprésente.

La crise sanitaire en Occitanie



© davi185 - AdobeStock.fr

Photo : CR CGT Occitanie



Dans l'Aude

Le département de l'Aude, a eu le triste record du nombre de décès dus au COVID en Occitanie (55 personnes décédées au 29 mai, source ARS), en rapport au nombre d'habitants. Devant ces chiffres très inquiétants, nous avons interpellé les pouvoirs publics et les élus (ARS; Préfecture; députés). Ils n'ont pas répondu à nos interrogations. Loin s'en faut, le discours a été de suivre la ligne de conduite du gouvernement, c'est-à-dire culpabiliser les populations, suggérant que celle-ci ne respectait pas suffisamment les règles de confinement. Le dialogue social est quasi inexistant, le patronat s'efforçant dans la période de « flouter » les prérogatives des CSE, convoquant des réunions d'informations, complètement hors sol des demandes IRP générant des droits d'alerte, de retraits. Nombre d'entreprises non essentielles n'ont pas fermées (ne respectant d'ailleurs pas forcément les consignes de protection), générant des flux de déplacement des salariés, quand dans le même temps le gouvernement maintenait la consigne de rester chez soi. Cherchez l'erreur!

Sur l'hôpital de Lézignan (cluster avec + de 70 patients COVID), et pas de

service de réanimation, le nombre de patients été bien supérieur à la capacité d'accueil de la structure, entraînant l'épuisement du personnel soignant. La gestion du matériel de protection des agents, comme partout a été catastrophique (1 masque par jour, des masques FFP2 périmés, consigne de l'ARS de laver les blouses jetables! Pas de dépistage, pas de tests, à moins d'avoir 38,5 de température, etc.) Il aura fallu une forte mobilisation du syndicat CGT pour protéger les personnels atteints de pathologie de comorbidité et exiger auprès de la direction de les maintenir en confinement.

La gestion des EHPAD est elle aussi une honte, lorsque l'on sait qu'au-delà de 75 ans, la consigne de l'ARS était de ne pas hospitaliser les personnes atteintes ou avec symptômes COVID.

Nous avons bien évidemment une toute autre analyse de la situation. Nous mesurons l'inhumanité des choix économiques et politiques: casse des services publics livrés depuis des années aux appétits du privé, désindustrialisation, délocalisations, casse des emplois, des métiers, des qualifications, ou des savoir-faire...

De l'autonomie du pays, voilà où nous en sommes rendus!

UN PAYS SINISTRE...

Cela fait des années que nous subissons les politiques et lois d'austérité. La loi

NOTRE, qui a redécoupé les territoires, faisant passer la région Languedoc Roussillon de 5 à 13 départements pour la région Occitanie éloigne la proximité de gestion et de gouvernance, mais surtout vise des économies drastiques, et favorise les grandes métropoles (Toulouse et Montpellier) au détriment des départements à forte ruralité comme l'Aude. Ainsi, nous avons perdu énormément de services publics de proximité, et en particulier dans la santé. En amont de la crise sanitaire, un plan de restructuration de l'hôpital de Carcassonne était annoncé avec la suppression de 90 ETP (toujours d'actualité d'ailleurs!), après la fermeture de dizaines de lits ces dernières années. Notre département est aussi le 3e département le plus pauvre, et la précarité, les inégalités sociales sont des facteurs de fragilité face au virus et à sa propagation. Il y a donc fort à faire pour « le jour d'après », et cela nous conforte que le syndicalisme de transformation sociale, comme celui que nous portons à la CGT, est ESSENTIEL!

La CGT de l'Aude travaille, sur la base du document confédéral « le jour d'après, plus jamais ça » à partir des réalités des salariés sur notre département et à établir des revendications concrètes et qui puissent impliquer et être portées par l'ensemble des militants, dans nos structures



La crise sanitaire en Occitanie

interprofessionnelles et nos entreprises auprès des syndiqués, des salariés et de la population de l'Aude, pour impulser la syndicalisation, la mobilisation, et élargir le rapport de force.

C'est par l'avidité du capital que nous sommes arrivés à une telle crise sanitaire, hors de question que ce soit les salariés, les travailleurs qui payent !



Dans la Gard

« Chers-es camarades,

Nous sommes encore dans une situation particulière concernant l'épidémie de COVID 19.

En effet nous ne pouvons pas nier malgré les manquements et mensonges, que les mesures prises pour lutter contre la propagation de ce virus ont permis de réduire pour le moment son expansion même s'il reste encore à ce jour, très actif. Ce confinement est d'ailleurs l'unique conséquence des retards et des erreurs stratégiques du gouvernement à travers l'insuffisance de matériel de protection, de tests de dépistage de lit d'hospitalisation, de réanimation, de personnels...

La France, et le monde entier ont fait face et font toujours face à une énorme

pandémie, qui nous projette avec une force inouïe dans un monde inconnu et anxiogène.

Dans ce contexte suite aux nombreuses réunions téléphonées des dirigeants des syndicats et de la direction de l'union départementale des syndicats CGT du Gard, nous avons toutes et tous décidé d'une CGT Gardoise à l'offensive sur nos propositions revendicatives.

Le 16 juin 2020 a été retenu par les camarades de la santé et de l'action sociale pour la première journée nationale de grève et d'action sous toutes les formes possibles, dans un processus de construction du rapport de force.

Sur le fond tous les camarades de la santé veulent impulser et gagner une grande journée d'action et de grève le 16 juin 2020

Sur la forme ils ne peuvent et ne veulent pas accepter de mettre en dangers la santé des agents, des usagers... à l'heure actuelle tous rassemblements sont exclus si la situation sanitaire et la préservation de la santé des personnes n'était pas totalement garantie.

Un certain nombre de syndicats et d'organisation de la CGT nous ont fait savoir qu'ils souhaitent pouvoir s'inscrire dans cette journée d'action.

Dans le respect des règles d'indépendances de notre organisation entre syndicats et structures, en accord avec les camarades des syndicats de la

santé et de l'action sociale, l'Union départementale CGT du Gard relayera dès qu'elle en aura connaissance les actions retenues par ces syndicats.

Si nous voulons que ces propositions revendicatives soient crédibles et ouvrent de réelles perspectives aux salariés, et aux usagers, ces actions ne peuvent pas être organisées en dehors des syndicats de la santé concernés.

Il est indispensable de les construire, à partir de ce qu'ils auront décidé et à l'appui de leur expertise.

Nous invitons d'ailleurs l'ensemble des syndicats et des structures à réfléchir à mettre en œuvre les rapports de force nécessaire dans leurs entreprises et administrations, comme le font les camarades de la santé pour pouvoir gagner eux aussi en lien avec l'interpro, leurs revendications pour « le jour d'après ».

Agir vite pour éviter que les salariés paient le prix fort exige que, dès aujourd'hui, nous portions haut et fort les propositions de la CGT en matière de salaires, d'emploi, de protection sociale, de santé, de développement des services publics, de défense du droit du travail, des libertés syndicales, avec les syndiqués, avec les salariés, les précaires, les retraités.

De même que le programme des « jours heureux » s'est construit durant la

La crise sanitaire en Occitanie



Photo : Facebook UD CGT 31

guerre, c'est dans les conditions actuelles qu'il faut penser et bâtir une autre société de progrès social pour tous les âges, solidaire, fraternelle, inter-générationnelle.

Il va de soi que toutes initiatives doivent s'organiser dans le respect de la santé de toutes et tous, et pour cela, dans le respect des mesures sanitaire encore nécessaire à ce jour.

Des moyens pour nos besoins, pas pour les actionnaires !

Bon courage à toutes et tous en cette période particulière
Fraternellement! >>>

Bruno RIVIER

Pour Le Bureau de l'UD 30

Photo : FB UD CGT 31



Dans la Haute-Garonne

Le confinement que nous avons vécu est un événement qui ne

s'était jamais produit dans l'histoire de L'Humanité. La moitié des travailleuses et de travailleurs du monde est restée enfermée à domicile en même temps, pendant deux mois. Le travail a été arrêté à une échelle exceptionnelle. Pour autant, les richesses accumulées sont si grandes, que l'approvisionnement

des magasins en nourriture, en carburant et en marchandises de toutes sortes n'a jamais cessé. Pour ceux qui pouvaient le payer, toutes les denrées sont restées disponibles. C'est bien la preuve que l'analyse de la CGT est la bonne : en France, en Europe, le besoin, ce n'est pas de produire plus. L'urgence, c'est que les travailleuses et les travailleurs aient les moyens de satisfaire leurs besoins. Les solutions à la crise s'appellent diminution du temps de travail, augmentation des salaires, accroissement des Services Publics, élargissement de la Sécurité Sociale, renforcement du code du travail.

La CGT est un syndicat de terrain qui sait que fin du mois et fin du monde sont une seule et même préoccupation pour celles et ceux qui vivent de leur travail. Nous pouvons être admiratifs devant l'action des syndiqués, de leurs syndicats et de leurs ULs. Nos camarades ont été à la hauteur de la situation, ils n'ont rien lâché et ont surmonté toutes les difficultés pour faire vivre la solidarité.

A présent que le confinement semble être derrière nous, l'heure est à la mobilisation et à la construction du rapport de force sous toutes les formes possibles.

Le capital tente de se renforcer en accumulant encore plus de richesses sur

un plus petit nombre de profiteuses et de profiteurs. Dans le commerce, le nettoyage, les patrons des grands groupes qui encaissent les aides d'État refusent même de payer les primes promises.

A l'hôpital, les logiques d'austérité reprennent le dessus, sans qu'aucune leçon n'ait été tirée de la crise.

Dans l'aéronautique, les mêmes actionnaires qui engrangent des bénéfices record depuis des années tentent à présent de supprimer des emplois et de diminuer les salaires.

La CGT doit faire résonner haut et fort parmi les salariés que le temps des efforts est terminé. Le moment est venu de passer à la caisse pour nous faire payer ce qu'on nous doit.

S'il y a une leçon à tirer du confinement, c'est que le coronavirus n'est pas sorti de nulle part. Il est une conséquence de la logique destructrice du capitalisme qui saccage tout sur son passage et nous condamne à présent à porter un masque lorsqu'on sort de chez soi.

Les dirigeants politiques, les actionnaires et les grands patrons responsables du système économique sont définitivement disqualifiés. Ils ont précipité l'Humanité et la planète dans le mur. Plus personne

Photo : UD CGT 32



La crise sanitaire en Occitanie

ne peut leur faire confiance. Les salariés doivent compter sur leurs propres forces pour faire vivre la démocratie dans les entreprises comme dans la cité.

C'est le rôle de la CGT de leur donner les moyens de s'organiser pour peser et transformer la société. C'est le sens de l'appel que nous passons : Sur chaque lieu de travail, nous demandons aux syndicats CGT de réunir les salariés pour élaborer les revendications et mettre en place le rapport de force par toutes les initiatives possibles allant jusqu'à la grève.

La participation aux manifestations de soutien à l'hôpital du 16 juin doit être débattue dans chaque syndicat. Des expressions doivent être adressées aux salariés pour établir le lien entre leur propre situation et celle des hospitaliers.

Des délégations constituées pour participer aux manifestations et prendre la parole dans les rassemblements.

Le rôle des syndicats CGT dans la période, c'est d'appeler les salariés à la bataille entreprise par entreprise, secteur par secteur, de démontrer que les victoires sont possibles et de construire le tous ensemble jusqu'à mettre fin au système de domination et d'exploitation que nous combattons.



Photo : UD CGT 32

Dans le Gers

Cette période que nous venons tous de vivre était très particulière. D'abord par son

caractère anxiogène (tout le monde a eu peur à un moment ou un autre d'attraper le virus) puis par les solutions trouvées par l'exécutif pour freiner la propagation... L'épidémie du coronavirus et le confinement ont été vécus comme source de stress et d'anxiété pour de nombreux Français. Finalement, il est apparu que tout un chacun avait une grande capacité de résilience. Mais ce qui a manqué le plus ce sont les interactions sociales.

Pour l'UD du Gers, la période de confinement a été mal vécue aussi.

Si les débuts furent vécus d'abord comme des « presque vacances » il est vite apparu que l'éloignement les uns des autres était pesant.

Points négatifs :

Nous nous sommes sentis éloignés des camarades, mais surtout des salariés dont on avait, de loin en loin, des brides d'informations de fonctionnement non sécurisées dans des petites entreprises ? (utilisation d'alcool à 90° en lieu et place de gel hydro alcoolique. Non respect des distances sanitaires, pas de masque, infirmière faisant 86 heures dans une même semaine...).

Points positifs :

Assez rapidement, il nous est apparu qu'il fallait que l'on puisse fonctionner même pendant cette période. Nous avons donc organisé dès le début, 2 bureaux d'UD par semaine, parfois 3 quand cela était impérieux.

Puis à l'aide de la visio-conférence nous avons pu organiser des CE. Cela nous a permis de savoir ce qui se passait au plus près des différentes structures interpro. La participation a été importante. Puisque les camarades qui sont très éloignés de l'UD ne peuvent pas toujours se déplacer en configuration CE normale, alors que là avec la visio ils ont pu être présents ? (jusqu'à 21 participants).

Nous avons profité de la période pour nous doter d'une plate forme de visio propre à l'UD qui a été partagée aux niveaux de l'UL de Vic et au syndicat de l'hôpital psychiatrique du Gers leur permettant ainsi de tenir leur bureau respectif.

Il n'y a pas eu de luttes à proprement parlé. Néanmoins, notre communication a été fructueuse pendant la période :

- organisation d'un lâcher de lanternes pour le 1^{er} mai (malgré interdiction préfectorale celui-ci s'est fait le 2 mai) ;
- 2 communiqués à la préfecture sur la gestion calamiteuse de la crise sanitaire ;

La crise sanitaire en Occitanie



Photo : Facebook UD CGT 34

- 2 courriers à la Préfète sur le même thème;
- 1 vidéo du secrétaire général sur les réseaux sociaux sur le même thème;
- 1 vidéo ou chaque membre de la CE explique l'historique du 1er mai et l'intérêt de le commémorer tous les ans;
- organisation d'une opération escargot le 30 mai avec banderoles visuelles le long du parcours avec les revendications de la CGT (augmentation généralisée des salaires, 32 heures pour tous, pas de médailles des embauches...)

Ce confinement nous a finalement permis de réinventer de nouvelles formes d'expression, et nous saurons rapidement si les salariés ont compris l'intérêt d'adhérer à la CGT et de se battre.

Peu d'adhésions dans la période (environ 2 ou 3).

Photo : CR CGT Occitanie



Dans l'Hérault

La crise sanitaire que nous connaissons a accentué l'ensemble des inégalités sociales connues sur le département et renforcé la crise économique et démocratique. Crise sociale car les travailleuses et

travailleurs de la santé ont dû se mobiliser sans les moyens humains et matériels qu'ils réclament depuis des années. A l'hôpital, dans les EHPAD, dans l'aide à domicile celles et ceux qui devaient prodiguer les soins étaient exposés. Les stocks de curares étaient limités à deux jours, que serait-il advenu si le nombre de malade avait été plus important?

Dans le commerce, à la poste, dans les transports, dans le nettoyage et dans beaucoup d'autres entreprises les premiers de corvée sont restés en poste, d'autres se sont retrouvés en chômage partiel, ou en télétravail sans y avoir été préparé. Depuis nous avons obtenu une négociation départementale pour encadrer et limiter le télétravail.

Dans combien d'entreprises les salariés se sont retrouvés sans consignes claires, parfois sans encadrement, sans procédures sanitaires? Le rôle de nos équipes syndicales a été primordial pour exiger des mesures de protection des travailleurs. Nous en sommes fiers. Plusieurs entreprises du privé, mais aussi administrations ou hôpitaux publics ont cru que l'état d'urgence les dispensait de répondre aux syndicalistes et aux élu-es. Nous avons dû intervenir à plusieurs reprises sur ces sujets auprès de l'inspection du travail et de la préfecture, le droit des salariés n'étant pas confiné et leur santé pas négociable.

On peut dans cette situation décerner la palme du mépris à l'ARS qui n'a répondu à aucune demande.

Les patrons ont tenté dès les premiers jours de ronger les droits des salariés, la loi d'urgence sanitaire les a confortés dans cette logique.

Après la peur de la maladie, c'est rapidement la peur du chômage et de la perte de pouvoir d'achat qui s'est fait jour et a handicapé notre capacité à bloquer l'ensemble des activités non essentielles.

Malgré les conditions difficiles de l'activité nous avons pu réorganiser notre activité, et intervenir régulièrement pour appuyer les équipes syndicales. Là où la CGT était fortement implantée, et mieux organisée les choses ont été plus aisées.

Avec cette crise nous ne pouvons constater une nouvelle fois la nécessité d'avoir une CGT plus influente, présente partout et en force, d'où la décision que nous avons prise de renforcer et d'étoffer notre plan de syndicalisation. Nous avons besoin de dépasser l'actualité, pour mettre en mouvement notre projet syndical, aller au débat avec les salariés et la population, renforcer notre organisation pour repasser à l'offensive et gagner le progrès et la justice sociale.



La crise sanitaire en Occitanie



Photo : UD CGT 46

Dans le Lot

La crise du COVID19, a été une période très difficile. Tout d'abord car nous étions dans une période intense de mobilisation contre la casse de notre système de retraite solidaire par répartition. Ensuite, parce qu'avec le confinement, une espèce de vide sidéral, c'est installé: plus de réunion, plus de mobilisations, plus de contacts quotidiens avec les camarades qui passent à l'UD.

Puis, l'actualité sociale a vite repris le dessus. Les écarts béants entre le discours de la macronie aux ordres du patronat et la réalité du quotidien pour les salariés: « rester confinés, mais aller bosser » ont plongé beaucoup de salariés dans une sidération, et pour nous militants dans une nouvelle bataille pour faire comprendre les dangers et les aider à faire respecter le droit à la santé et la sécurité ainsi que le respect des acquis (congés, RTT, instance du personnel, salaires...).

Dans le Lot, des droits d'alertes pour danger grave et imminent ont été déposés dans la santé (ICM: psychiatrie) ou la métallurgie comme à Ratier. Avec les mesures barrières, nos moyens

habituels pour communiquer ont été très affaiblis: réunion, tractage... Les employeurs, les médias ont eu la part belle, mais leur contradiction et mensonges ont renforcés la défiance. Si des alternatives ont pu émergées via les réseaux sociaux, internet ou par réunions téléphonées ou en visio, elles restent trop marginales et ne remplaceront pas l'échange humain.

La lutte engagée dans nos entreprises et nos ULs est avant tout idéologique. Sans les travailleurs, et notamment les plus maltraités en première ligne, la société aussi capitaliste qu'elle est, ne peut plus fonctionner. De plus, même si notre sécurité sociale issue du Conseil National de la Résistance a été si rudement affaiblie par les réformes libérales de ces 30 dernières années, elle en a démontré toute son efficacité dans la crise (hôpitaux, chômage partiel). C'est pourquoi la richesse produite par ces mêmes salariés doit leur revenir via notamment une sécurité sociale intégrale.

Le capital est déjà engagé pour tirer profit de la crise (allongement de la durée de travail, baisse des salaires). Alors, par la bataille d'idées au plus près des salariés, gagnons nos revendications et renforçons notre syndicalisme. Déjà depuis le début d'année, dans le Lot, plus

de trente nouveaux adhérents ont rejoins la CGT avec, en cours, la création de 2 bases... Pour la mobilisation, les soignants ouvrent la marche avec l'appel au 16 juin, dans leur sillage et avec eux emboîtons le pas...

Jérôme Delmas



Photo : CR CGT Occitanie

Dans la Lozère

Si dans le cadre de la crise liée au COVID 19 notre département n'a pas eu à déplorer

un impact sanitaire important sur son territoire (un seul décès), il n'en demeure pas moins que les salarié(e)s du secteur médico social (notamment) ont été mis à rude épreuve pendant cette période: remise en cause des congés, changements de régime de travail, instances du personnel peu respectées, etc... Sous prétexte d'Union Nationale liée à l'urgence sanitaire, l'urgence sociale a été mise de côté par de trop nombreuses directions que ce soit dans le public ou le privé. Nous avons pu constater également qu'il était plus aisé de se déplacer pour aller travailler que pour s'autoriser des sorties privées pourtant essentielles:

La crise sanitaire en Occitanie



© alvaro - Adobe Stock.com

ainsi beaucoup de citoyens lozériens ont été contrôlés régulièrement alors que dans le même temps, beaucoup d'entreprises dans des secteurs pourtant non essentiels ont continué à mener leurs activités et cela bien souvent au mépris des règles de distanciation sociale ou d'hygiène élémentaire. On le voit, les libertés individuelles à la différence des libertés « économiques » ont été plus atteintes. Pour autant, face à cela, l'activité des syndicats ne s'en est pas trouvée amoindrie. En effet, malgré la situation inédite de confinement, un lien régulier a été maintenu avec l'UD 48 et la plupart d'entre eux. Ainsi, de nombreux échanges (à distance!!!) ont pu se tenir sur des aspects relevant de la qualité de Vie Syndicale ou revendicatifs. Cette période, si elle n'a pas toujours été facile à appréhender aura de fait permis en certains instants de réaffirmer nos liens de solidarité et de fraternité et d'entrevoir un regain d'adhésions... dont nous aurons bien besoin dans les semaines ou les mois à venir. De nombreuses luttes nous attendent car nous n'accepterons pas de revoir à la baisse nos conditions de vie!!! Cette crise signe l'échec du Capitalisme et ce n'est pas aux travailleurs de payer l'addition! Et si au prétexte que la Lozère eût été épargnée par le virus, la Direction de l'Hôpital public du département serait bien mal avisée de revoir les effectifs à la baisse... nos camarades de la santé ne se laisseront pas faire et continueront de revendiquer

une juste rémunération et des effectifs supplémentaires. Cela étant, l'avenir risque d'être sombre à de nombreux égards car si notre département a été relativement épargné par le virus, les impacts économiques se font déjà sentir et de nombreuses TPE et PME dans le secteur du tourisme en particulier sont en grandes difficultés, cela aura un impact sur l'emploi saisonnier et cela laisse présager également nombre de licenciements. De fait, les salariés auront besoin d'une CGT forte et offensive afin d'enrayer les vieux remèdes libéraux qui n'ont jamais été utiles aux salariés. Le monde d'après ne peut se construire sans les travailleurs en Lozère comme ailleurs. Rapidement, il faudra réinvestir la rue et se réapproprier le débat sur la question centrale de la répartition des richesses.

Guillaume MARTIN

SG UD48

Photo : CR CGT Occitanie



Dans les Hautes-Pyrénées

Notre syndicalisme a été mis à rude épreuve pendant la période de confinement. Passer brutalement d'un conflit des retraites empreint d'un dynamisme historique à une crise

sanitaire et sociale sans précédent a été ressenti comme un choc d'une extrême violence.

Comme dans chaque Union Départementale le confinement individuel, en fonction de la profession, de la santé et des conditions de vie de chacun a eu une résonance différente. Ce premier sentiment d'impuissance a très vite laissé la place au besoin d'être utile et efficace, une énergie en commun qui nous a permis de garder et même de recréer le lien avec les syndicats.

Il nous fallait être une union départementale au service des besoins des syndicats et des salariés, redonner confiance, armer les militants en manque d'information ou de formation pour investir leur IRP. Dans l'urgence, jour après jour, dénoncer l'amateurisme et l'opportunisme du gouvernement dans sa gestion criminelle de la pandémie; soutenir et protéger les salariés face à un patronat embusqué et profiteur qui s'est saisi des nouvelles ordonnances pour détruire le droit du travail; tenir des permanences téléphoniques et garder le lien plusieurs fois par semaine avec les syndicats pour recenser et analyser les situations des différents secteurs; maintenir une communication revendicative au travers de communiqués de presse et de réunions avec la préfecture, l'ARS, la DIRECCTE pour dénoncer les atteintes au droit du travail, l'irresponsabilité des



La crise sanitaire en Occitanie

employeurs et des pouvoirs public, voilà ce qu'a été le cœur de notre activité. En quelque sorte revenir à l'essentiel.

Si cette période de crise sanitaire et sociale est le révélateur de décennies de politiques ultralibérales elle a aussi démontré que pour organiser notre lutte de classe et de masse il nous faut d'une part avoir une réflexion sur le sens et la finalité du travail construite à partir de la réflexion collective au plus près des besoins des salariés, et d'autre part reconstruire des syndicats forts.

Le sang des militants bouillonne de n'avoir pas pu exprimer dans la rue toutes nos colères, alors aujourd'hui plus que jamais notre CGT doit être forte et rassemblée pour pouvoir unir les salariés.



Photo : UD CGT 66

Dans les Pyrénées-Orientales

Les Pyrénées-Orientales ont fait face, comme partout en France à la crise sanitaire du Covid-19.

Tout au long du confinement, Unions Locales et Départementale ont été présentes auprès des syndicats CGT

dans leurs démarches pour assurer la sécurité et la protection des salariés. Faire respecter les mesures et gestes barrières dans les entreprises essentielles à vie de la nation et veiller à la fermeture des entreprises non essentielles par nos interpellations du préfet et des services de la Direccte ont fait partie de notre quotidien.

Nous avons pu sentir à quel point, les différentes lois visant à restreindre les droits des salariés et l'influence des élus du personnel pour réduire le coût du travail ont déstabilisé notre outil syndical.

Néanmoins, nous pouvons-nous féliciter que tous les camarades, partout où la CGT est présente, aient répondu présents pour faire respecter auprès des patrons ou des directions d'entreprises les mesures sanitaires qui s'imposent comme à la Poste, le centre pénitencier ou bien évidemment le secteur de santé. Nous avons envoyé pendant le confinement de nombreux méls aux services de l'Etat qui ont pu traiter des situations de discrimination ou d'entrave syndicales, ou des difficultés dans la protection des salariés et s par leurs patrons. Nous avons également obtenu des réunions de travail avec la Direccte au sujet des TPE et de l'emploi.

Nous avons rapidement mis en place des outils de communications afin de

rester en contact avec l'ensemble de nos structures, leur fournir des modèles de courrier ou des notes sur leurs droits et réussir collectivement nos initiatives virtuelles comme le 1^{er} mai qui a été un véritable succès.

Pendant la période, des réunions de bureau hebdomadaires et plusieurs CE se sont tenues par téléphone, ainsi que des réunions UD/UL.

Le 11 mai qui a acté un premier vers le confinement, nous a permis de faire travailler en convergence les syndicats des territoriaux et de l'éducation ainsi que les syndicats de transport routier. De manière générale, l'activité économique peine encore à se relancer et cela se répercute sur notre activité syndicale.

Depuis des années, les choix politiques ont placé le développement Pyrénées-Orientales sur le secteur Touristique et Agricole avec son lot de chômage et d'emploi précaire qui nous font craindre le pire dans les mois à venir.

C'est pourquoi nous avons décidé en commission exécutive de bâtir un plan de travail et déploiement (syndicats, UL et UD) pour relancer notre activité, aller à la rencontre des travailleurs.es dans les entreprises et gagner la mobilisation pour une rentrée sociale de haut niveau.

La crise sanitaire en Occitanie



Photo : Facebook UD CGT 81

Photo : CR CGT Occitanie



Dans le Tarn

La situation inédite que nous vivons depuis plus de trois mois en France suite à la décision du Président de confiner l'ensemble de la population est particulièrement déstabilisante. En effet, nul n'aurait pensé au mois de février, alors que nous étions en pleine lutte contre la réforme des retraites, se retrouver confinés chez soi. De plus l'ensemble des dirigeants politiques en responsabilité nous martelaient qu'en France l'état de nos hôpitaux et nos services publics allaient nous permettre de faire face sans aucune difficulté.

Nous regardions donc les événements en Chine, en Italie et en Espagne sans nous inquiéter de la situation chez nous. Quand l'annonce du confinement a été décidé, il nous a fallu trouver rapidement une organisation pour sécuriser nos salariés et nos militants, tout en maintenant une activité au service de nos bases organisées.

Nous avons eu la possibilité, grâce au Comité Régional CGT, d'organiser des réunions téléphonées et de prendre des

décisions collectives. Nous avons par la suite mis en place des réunions en visioconférence, preuve que malgré cette situation particulière, la CGT a des ressources pour trouver des organisations de travail.

La commission communication de l'Union Départementale du Tarn a créé un nouvel onglet (COVID 19) sur le site internet afin de mettre en ligne des informations utiles pour les syndicats et pour les salariés sur le droit de retrait, le droit d'alerte et comment convoquer des réunions CSE extraordinaires. Cette crise a aussi mis en évidence l'importance de la formation de nos élus et mandatés.

Lors de nos premiers bureaux, nous avons également pris la décision de contacter régulièrement les membres de notre Commission Exécutive nouvellement élue lors de notre congrès départemental qui s'est déroulé au mois de janvier dernier. Celle-ci a été renouvelée à 75 %, et de nombreux camarades n'ont pas encore pris la mesure de leur mandat. Cela nous a mis dans une difficulté supplémentaire, dans la mesure où l'ensemble de l'activité a reposé sur trop peu de camarades.

Cette année, nous avons également été privés de manifester pour notre traditionnel 1er mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs, notre fête des travailleurs. Malgré cela nous avons réussi une belle initiative interprofessionnelle avec le montage d'une vidéo que nous avons partagé sur notre site et les réseaux sociaux.

La CGT, c'est avant tout du lien dans l'entreprise et dans la société. Rien ne remplace le lien physique. Malgré les mails envoyés, les coups de téléphone passés, il nous manque à tous la possibilité de débattre collectivement afin de confronter nos idées. Construire ensemble des perspectives de luttes pour imposer « le jour d'après ». La reprise se fait progressivement dans les entreprises et services. Le patronat ne se pose pas de questions pour chercher à nous imposer sa vision du jour d'après.

Il est difficile de faire un bilan de ces trois derniers mois. Néanmoins nous pensons qu'il faudra rapidement retourner dans la rue pour revendiquer un monde plus juste et plus égalitaire.

Photo : UD CGT 32



Gisèle BERGES vient de nous quitter !

*« Une grande Dame »,
« Une grande ambassadrice
de la CGT »,
« un petit bout de femme,
mais parfois une montagne »,
« son caractère trempé »,
« Gisèle ne reculait jamais »,
« une amie »,
...c'est de façon spontanément
les mots qui ressortent
pour qualifier Gisèle BERGES.*

Nous n'entendrons plus celle qui forçait le respect, le courage et l'admiration et ce bien malgré elle. Gisèle résonnera cependant toujours en nous, elle incarnait l'image de la CGT combative, solidaire, désintéressée et protectrice de son organisation.

Gisèle fut de tous les combats et au service des plus faibles, des moins faibles mais au service de tous ceux qui avaient besoin d'aide. Elle ne laissait tomber personne. Lorsqu'un salarié demandait cette aide, elle était là.

Aux Prud'Hommes, elle était appréciée pour sa justesse et son franc parlé. Lucide, elle connaissait parfaitement les rouages de cette institution ou elle rendit un nombre incalculable de décisions sans jamais condamner un seul

salarié à une amende. Elle en faisait un principe. Elle était triste de voir comment les réformes portées par certains et désirées par d'autres, détruisait le seul tribunal du travail.

**Avec son départ,
c'est un pan de l'histoire
sociale du Gers,
qui s'en va...**

Pour ne parler que des combats sur Vic-Fezensac: La lutte chez « Valère FLAX » occupée durant une année, de

1982 à 1983 pour obtenir la création de « Gasco-tube », dans les conditions de l'époque.

Ensuite tu es devenue Secrétaire Générale de l'UD CGT du Gers de 1984 à 2000.

16 années de mandat dans le monde de la CGT, très peu féminisé à l'époque. Son caractère trempé ressemblait plus à une façade de protection car, pour ceux qui la connaissait, c'était la gentillesse qui primait.



Photo : UD CGT 32

Gisèle BERGES vient de nous quitter !



© UD CGT 32

Puis, il y a peu de temps, la lutte à l'Admr de Vic/Eauze... Là aussi, les revendications ont été obtenues.

Sa vie, c'était la lutte contre nos adversaires de classe! Toujours la lutte!

Je sais aussi, que tu étais particulièrement fière qu'une Union Locale de la CGT est vue le jour à Vic-Fezensac. La ville de ta vie! La terre de sa famille, car oui on peut être fier de son pays sans en faire une raison pour chasser les autres. Au contraire, elle aimait s'ouvrir aux autres.

Gisele a vaillamment lutté dans un combat inégal mais elle l'a affronté avec

courage et lucidité. D'ailleurs, si ce combat avait été à armes égales, elle l'aurait gagné. Elle nous a une fois de plus montré le chemin, montré combien il est important de lutter, encore et toujours, sans relâche, ici contre la maladie et là pour un monde meilleur.

Toujours debout malgré les coups qui nous rendent vulnérables, Gisèle a toujours montré le courage qu'il faut face à l'adversité injuste, coupable et malhonnête. Elle avait horreur des faux semblants, des prétentieux, des fanfarons, des suffisants... Elle aimait le vrai, la sincérité, l'entière, l'honnêteté en somme.

Sa disparition n'effacera rien! Lorsqu'un camarade tombe, il y en a un autre qui se lève.

Au-delà de cette maladie, ce sont les effets du grand capital qui nous ont arraché notre Gisèle. Les conséquences de ce système devenu totalement fou, qu'elle combattait au quotidien.

Puis, le récent décès de sa maman, le confinement et sa horde de pseudo mesures d'urgence sanitaire nous ont empêché de voir et d'accompagner Gisele dans ses derniers instants comme nous l'aurions souhaité et surtout comme Gisèle l'aurait voulu.

Nous sommes tristes et envahis de colère! Elle savait mieux que personne que les revendications de la CGT sont des solutions à ces fléaux: pour la liberté, pour la solidarité et pour le bien-être des populations.

Allez, amis, camarades, un dernier adieu à Gisèle!

Un jaune, une clope et au combat!
On ne lâchera rien!

Adieu Gisèle!

L'UD CGT du Gers



Photo : UD CGT 32

réseau ANCAV-SC

anavsc

OUVERT À TOUS, DE NOUVEAUX HORIZONS

Tourisme
Loisirs
Culture

Midi-Pyrénées
Languedoc-Roussillon

Midi-Pyrénées

www.tlcmp.fr

Tél. 05 61 29 83 29

Languedoc-Roussillon

<http://tourismeloisirslr.com>

Tél. 04 66 67 29 20

Association de Tourisme Social de la CGT !

- Une association de Tourisme de proximité **à votre écoute**
- La mutualisation des activités pour un **Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **à tarif préférentiel**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.
- Locations, villages vacances : **aux tarifs collectivités**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon **à tarif réduit**
- Réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**

